

**MINISTERE DE LA PECHE ET  
DES RESSOURCES HALIEUTIQUES**

**Arrêté du 21 Joumada Ethania 1434 correspondant au  
2 mai 2013 portant désignation des membres du  
conseil d'orientation de l'institut national  
supérieur de pêche et d'aquaculture ( INSPA ).**

Par arrêté du 21 Joumada Ethania 1434 correspondant au 2 mai 2013, les membres dont les noms suivent sont désignés, en application des dispositions de l'article 10 du décret n° 85-243 du 1er octobre 1985 portant statut-type des instituts nationaux de formation supérieure et l'article 3 du décret exécutif n° 06-285 du 26 Rajab 1427 correspondant au 21 août 2006 portant transformation de l'institut de technologie des pêches et de l'aquaculture ( ITPA ) en institut national supérieur de pêche et d'aquaculture ( INSPA ), au conseil d'orientation de l'institut national supérieur de pêche et d'aquaculture ( INSPA ) :

— Mme. Nadia Bouhafs, représentante du ministre chargé de la pêche, présidente ;

— M. Mohcen Benabbas, représentant du ministre de la défense nationale ;

— Mme. Djamila Moual, représentante du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

— M. Mouloud Boulsane, représentant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

— M. Abdelmalek Djabar, représentant du ministre chargé des finances ;

— Mme. Samira Natteche, représentante du ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'environnement et de la ville ;

— M. Arezki Naït-Ali, représentant du ministre chargé de la marine marchande ;

— M. Toufik Kamariz, représentant de la chambre de pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Alger ;

— M. Nouredine Bouaâcha, représentant de l'autorité chargée de la fonction publique ;

— Mme. Samia Izem, représentante du conseil pédagogique de l'institut ;

— Mme. Nadia Rabia, représentante élue du corps des enseignants permanents de l'institut ;

— M. Redha El Mahanaoui, représentant élu des personnels administratifs et techniques ;

— M. Isaam Maouchi, représentant élu des étudiants.

Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du 14 Ramadhan 1429 correspondant au 14 septembre 2008 portant désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national supérieur de pêche et d'aquaculture.

**Arrêté du 10 Rajab 1434 correspondant au  
20 mai 2013 modifiant l'arrêté du 23 Chaoual  
1432 correspondant au 21 septembre 2011 fixant  
la période de fermeture de la pêche de l'espadon  
dans les eaux sous juridiction nationale.**

— — — —

Le ministre de la pêche et des ressources halieutiques,

Vu l'ordonnance n° 73-12 du 3 avril 1973, modifiée et complétée, portant création du service national des gardes-côtes ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-388 du 2 Ramadhan 1421 correspondant au 28 novembre 2000 portant ratification de la convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, faite à Rio de Janeiro le 14 mai 1966, amendée par le protocole de Paris adopté le 10 juillet 1984 et par le protocole de Madrid adopté le 5 juin 1992 ;

Vu le décret présidentiel n° 12-326 du 17 Chaoual 1433 correspondant au 4 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-123 du 7 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 10 juin 2000 fixant les attributions du ministre de la pêche et des ressources halieutiques ;

Vu le décret exécutif n° 03-481 du 19 Chaoual 1424 correspondant au 13 décembre 2003 fixant les conditions et les modalités d'exercice de la pêche, notamment son article 47 (alinéa 3) ;

Vu l'arrêté du 23 Chaoual 1432 correspondant au 21 septembre 2011, complété, fixant la période de fermeture de la pêche de l'espadon dans les eaux sous juridiction nationale ;

**Arrête :**

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté du 23 Chaoual 1432 correspondant au 21 septembre 2011, complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 23 Chaoual 1432 correspondant au 21 septembre 2011, complété, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — La pêche de l'espadon est interdite dans les eaux sous juridiction nationale, pendant la période allant du 15 février au 15 mars et la période allant du 1er octobre au 30 novembre ».

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Rajab 1434 correspondant au 20 mai 2013.

Sid Ahmed FERROUKHI.